



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/14
4 août 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

Septième réunion

Pyeongchang (République de Corée), 29 septembre-3 octobre 2014

Point 16 de l'ordre du jour provisoire*

MOUVEMENTS TRANSFRONTIÈRES NON INTENTIONNELS ET MESURES D'URGENCE (ARTICLE 17)

I. INTRODUCTION

1. L'article 17 sur les mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés (OVM) et les mesures d'urgence stipule que “[c]haque Partie prend des mesures appropriées pour notifier aux États effectivement touchés ou pouvant l'être, au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et, au besoin, aux organisations internationales compétentes, tout incident dont elle a connaissance qui relève de sa compétence et qui a pour résultat une libération entraînant ou pouvant entraîner un mouvement transfrontière non intentionnel d'un organisme vivant modifié susceptible d'avoir des effets défavorables importants sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, en tenant compte également des risques pour la santé humaine dans ces États”.

2. L'article 16 sur la gestion des risques stipule par ailleurs que “[c]haque Partie prend des mesures appropriées pour empêcher les mouvements transfrontières non intentionnels d'organismes vivants modifiés, y compris des mesures prescrivant une évaluation des risques avant la première libération d'un organisme vivant modifié”.

3. Conformément à l'objectif opérationnel 1.8 du Plan stratégique 2011-2020 et à son programme de travail pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques¹, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole (CdP-RdP) a, lors de sa sixième réunion, envisagé l'élaboration d'outils et d'orientations qui facilitent l'adoption de mesures d'intervention appropriées en cas de mouvements transfrontières non intentionnels et engagent l'adoption de mesures nécessaires, y compris des mesures d'urgence dans le contexte de l'article 17.

4. En outre, dans sa décision BS-VI/16, la CdP-RdP a notamment :

a) encouragé les Parties à utiliser, à titre d'orientations, ou à appliquer, selon qu'il convient, les mesures ci-après, dans le cadre des efforts prodigués pour appliquer les mesures prévues à l'article 17 du Protocole, : i) les décisions qui ont été prises ou qui pourraient être prises dans le cadre de

* UNEP/CBD/BS/CdP-RdP/7/1

¹ Adopté dans la décision BS-V/16

l'identification des organismes vivants modifiés au titre de l'article 18 du Protocole, tout particulièrement les décisions relatives à la détection des organismes vivants modifiés; et ii) les orientations sur la gestion des risques associés aux organismes vivants modifiés élaborées par le Groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation des risques et la gestion des risques, avec une contribution du forum d'experts en ligne à composition non limitée²;

b) invité les Parties et les autres gouvernements à coopérer pour créer des capacités, transférer des technologies et échanger des informations nécessaires à la détection de situations aboutissant à une libération pouvant entraîner le mouvement transfrontière non intentionnel d'un organisme vivant modifié susceptible d'avoir des effets défavorables importants sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, et pour prendre des mesures afin de les empêcher, compte tenu également des risques pour la santé humaine;

c) demandé aux Parties et invité les autres gouvernements et les organisations compétentes à communiquer leurs points de vue et des informations sur les difficultés rencontrées et l'expérience acquise dans l'application de l'article 17 du Protocole, et sur le champ d'application et les éléments contenus dans des orientations éventuelles qui pourraient faciliter des mesures d'intervention adéquates prises par les Parties pour empêcher les mouvements transfrontières non intentionnels d'organismes vivants modifiés.

5. Qui plus est, dans le cadre et le plan d'action pour la création des capacités nécessaires à l'application effective du Protocole, adoptés qu'ils ont été dans la décision BS-VI/3, les Parties ont préconisé l'adoption d'approches stratégiques en matière de création de capacités en élargissant la portée et la profondeur des activités de formation dans des domaines spécifiques de responsabilités professionnelles, y compris la formation à la détection des organismes vivants modifiés et aux mesures à prendre pour empêcher les mouvements transfrontières non intentionnels et/ou illicites d'OVM.

6. Il sied de noter que la capacité de détecter et d'identifier d'une manière précise et efficace les organismes vivants modifiés est pour les Parties une condition préalable à remplir si elles veulent prendre des mesures appropriées dans le contexte de l'article 17 et faire avancer l'application du Protocole. À cet égard, pour éviter un double emploi éventuel des activités, la CdP-RdP souhaitera peut-être examiner toutes les questions liées à la détection et à l'identification des OVM qui relèvent de ce point de l'ordre du jour, y compris les activités du Réseau de laboratoires pour la détection et l'identification des organismes vivants modifiés et de toutes autres mesures liées à la détection et à l'identification des OVM.

7. La présente note a pour objet d'aider la CdP-RdP dans son examen du point de l'ordre du jour consacré aux mouvements transfrontières non intentionnels d'OVM et aux mesures d'urgence. La section II contient une synthèse des points de vue des Parties, des autres gouvernements et des organisations concernées sur les difficultés rencontrées et leurs expériences ainsi que sur la portée des orientations ou des outils éventuels qui peuvent faciliter l'adoption de mesures d'intervention appropriées en cas de mouvements transfrontières non intentionnels d'OVM. La section III donne l'état d'avancement de l'application de dispositions liées aux mouvements transfrontières non intentionnels d'OVM et aux mesures d'urgence, y compris la détection et l'identification des OVM, conformément aux objectifs opérationnels du Plan stratégique 2011-2020 pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. La section IV contient une analyse des principaux résultats du "Réseau de laboratoires pour la détection et l'identification des organismes vivants modifiés" liés à l'élaboration d'outils et d'orientations techniques qui facilitent l'adoption de mesures d'intervention appropriées en cas de mouvements transfrontières non intentionnels d'OVM. La section V contient un résumé des activités menées par le Secrétariat pour nouer des liens de coopération avec des organisations concernées en vue de créer les capacités, de transférer les technologies et d'échanger les informations nécessaires pour détecter et identifier les OVM. La section VI décrit quelques éléments suggérés d'un projet de décision pour examen de la CdP-RdP à sa septième réunion.

² Voir UNEP/CBD/BS/COP-MOP/6/13/Add.1.

II. SYNTHÈSE DES POINTS DE VUE SUR LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET LES EXPÉRIENCES ACQUISES AINSI QUE SUR LA PORTÉE D'ORIENTATIONS OU D'OUTILS ÉVENTUELS SUSCEPTIBLES DE FACILITER L'ADOPTION DE MESURES D'INTERVENTION APPROPRIÉES EN CAS DE MOUVEMENTS TRANSFRONTIÈRES NON INTENTIONNELS D'ORGANISMES VIVANTS MODIFIÉS

8. En réponse au paragraphe 4 de la décision BS-VI/16, le Secrétariat a émis en date du 12 février 2014 une notification invitant les Parties, les autres gouvernements et les organisations concernées à faire part de leurs points de vue et à fournir des informations sur les difficultés rencontrées et leurs expériences ayant trait à l'application de l'article 17 du Protocole ainsi que sur la portée et les éléments d'orientations ou d'outils qui peuvent faciliter l'adoption par les Parties de mesures d'intervention appropriée en cas de mouvements transfrontières non intentionnels d'OVM³. Une notification de rappel a été émise le 1^{er} avril 2014⁴.

9. Au 21 mai 2014, neuf Parties (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Commission européenne, Japon, Malaisie, Mexique, Norvège et République de Corée), un pays non-Partie (États-Unis d'Amérique) et cinq organisations (Global Industry Coalition, International Grain Trade Coalition, NO! GMO Campaign, Testbiotech et Third World Network) avaient fait part de leurs points de vue sur cette question⁵.

10. Plusieurs Parties et organisations ont souligné l'importance pour les pays d'échanger et de rendre disponibles, par le biais du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (CEPRB), des informations sur les cas dans lesquels des mouvements transfrontières non intentionnels se sont produits. Cela consiste notamment à veiller à ce que les Parties aient en place des points de contact sur les mesures d'urgence pour communiquer ces incidents. Une Partie était également d'avis que les informations sur les libérations non intentionnelles d'un OMV, comme par exemple un OVM en milieu confiné qui est libéré par accident dans l'environnement, devraient aussi être communiquées au CEPRB au cas où un mouvement transfrontière non intentionnel survient suite à cette libération.

11. Les Parties ont également souligné la nécessité pour les pays de travailler à l'application de directives et mécanismes couvrant les mesures d'urgence à prendre en cas de mouvements transfrontières non intentionnels dans leur juridiction. Il a été noté qu'il serait avantageux d'avoir une définition claire de ce que constitue un "mouvement transfrontière non intentionnel".

12. Il a été noté que des orientations sont nécessaires sur la manière : a) de réagir et d'appliquer des mesures d'urgence lorsqu'un mouvement transfrontière non intentionnel est détecté; et b) d'élaborer un processus de consultation et de collaboration entre les pays qui peuvent être touchés, y compris en construisant des systèmes de collaboration régionaux et sous-régionaux pour encourager, faciliter et permettre l'adoption par les Parties de mesures appropriées destinées à notifier les États touchés ou potentiellement touchés du mouvement transfrontière.

13. Il a également été noté que les Parties et les autres gouvernements pourraient faire usage de processus en vigueur au titre du Protocole tels que les "Orientations sur l'évaluation des risques des organismes vivants modifiés" et les activités du "Réseau de laboratoires pour la détection et l'identification des organismes vivants modifiés" pour résoudre quelques-unes des questions mentionnées dans le paragraphe 12 ci-dessus.

14. Enfin, quelques-unes des communications contenaient des demandes d'assistance en matière de création de capacités et de transfert de technologies pour détecter les mouvements transfrontières non intentionnels d'OVM et prendre les mesures propres à les empêcher.

³ Notification: SCBD/BS/CG/ABw/83191

⁴ Notification: SCBD/BS/CG/DA/83191

⁵ Les communications originelles sont compilées dans le document UNEP/CBD/BS/CdP-RdP/INF/11.

III. ÉTAT D'APPLICATION DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX MOUVEMENTS TRANSFRONTIÈRES NON INTENTIONNELS ET AUX MESURES D'URGENCE, Y COMPRIS LA DÉTECTION ET L'IDENTIFICATION DES ORGANISMES VIVANTS MODIFIÉS

15. Dans sa décision BS-V/14, la CdP-RdP a prié les Parties de remettre au Secrétariat leur deuxième rapport national sur l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, y compris les sections pertinentes de l'article 17.

16. De plus, dans sa décision BS-VI/15, la CdP-RdP a prié le Secrétaire exécutif de mener une enquête pour recueillir des informations correspondant à tous les indicateurs du Plan stratégique qui n'ont pas pu être obtenues à partir des deuxièmes rapports nationaux ou d'autres mécanismes existants. Dans l'application de cette décision, le Secrétaire exécutif a, par l'intermédiaire du CEPRB, lancé une enquête au titre de laquelle les Parties ont répondu à plusieurs questions concernant les mouvements transfrontières non intentionnels ainsi que la détection et l'identification d'OVM.

17. Les paragraphes suivants donnent une bonne idée de l'état actuel d'application par les Parties des dispositions relatives aux mouvements transfrontières non intentionnels et aux mesures d'urgence et, en particulier, aux mesures d'échantillonnage, de détection et d'identification des OVM⁶.

18. Sur la base des réponses données dans le deuxième rapport national, la plupart des pays dans les régions d'Afrique, d'Asie-Pacifique et d'Amérique latine et des Caraïbes n'ont pas mis en place des procédures d'échantillonnage ou de détection des OVM⁷.

19. Une analyse des réponses données dans le cadre de l'enquête a révélé que la plupart des pays en développement Parties et Parties à économie en transition doivent encore créer les capacités nécessaires pour prendre des mesures appropriées en cas de libération non intentionnelle ou non autorisée d'un OVM dans l'environnement.

20. Dans leurs réponses à l'enquête, maintes Parties ont indiqué la nécessité de réaliser des activités de création de capacités afin de prendre les mesures qui s'imposent en vue d'empêcher les mouvements transfrontières non intentionnels, y compris des activités d'échantillonnage, de détection et d'identification d'OVM.

21. Plusieurs Parties ont également indiqué qu'il y a des insuffisances dans la disponibilité de directives qui traitent de manière spécifique la manière dont les pays doivent appliquer des mesures d'intervention appropriées au cas où un mouvement transfrontière non intentionnel a été détecté.

22. S'agissant de l'accès à des laboratoires de détection des OVM, plusieurs Parties ont indiqué qu'elles ont certes un accès fiable à des laboratoires mais qu'un grand nombre de ceux-ci ne sont pas certifiés pour la détection des OVM.

23. Qui plus est, il sied de noter que, si le Protocole et son plan stratégique font référence à des "mouvements transfrontières non intentionnels" et des "libérations non intentionnelles", plusieurs Parties utilisent pour leur part d'autres expressions telles que "présence fortuite", "faible niveau de présence d'OVM" et "libération non autorisée", qui peuvent ou non faire double emploi avec les termes utilisés dans le Protocole.

IV. ÉLABORATION D'OUTILS ET D'ORIENTATIONS POUR FACILITER L'ADOPTION DE MESURES D'INTERVENTION APPROPRIÉES EN CAS DE MOUVEMENTS TRANSFRONTIÈRES NON INTENTIONNELS

24. Dans sa décision BS-V/9, la CdP-RdP a créé un réseau électronique de laboratoires en vue de regrouper les représentants des laboratoires impliqués dans la détection des organismes vivants modifiés,

⁶ Un aperçu général plus détaillé de l'état d'application des dispositions relatives aux mouvements transfrontières non intentionnels et aux mesures d'urgence ainsi qu'à la détection et à l'identification des OVM est disponible dans le document UNEP/CBD/BS/CdP-RdP/7/INF7.

⁷ Question 114 dans le deuxième rapport national (<http://bch.cbd.int/database/reports/>).

afin d'échanger des informations et des expériences qui pourraient aider à faciliter l'identification des OVM. La CdP-RdP a prié le réseau d'organiser des forums de discussion en ligne et des ateliers afin d'échanger des informations et des expériences sur l'application de normes et méthodes pertinentes en matière de détection et d'identification des OVM.

25. Les premières activités du "Réseau de laboratoires pour la détection et l'identification des OVM" ont eu lieu début 2012 dans le cadre du "Portail sur la manipulation, le transport, l'emballage et l'identification des OVM" du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques. Les discussions en ligne organisées initialement dans le cadre des activités du Réseau pendant la période intersessions antérieure ont fait l'objet d'une participation assez modeste⁸.

26. Suite à la sixième réunion de la CdP-RdP, en réponse à sa demande formulée dans le paragraphe 1a) de la décision BS-VI/16 et compte tenu du fait que la détection et l'identification d'OVM est une question intersectorielle en rapport avec plusieurs dispositions du Protocole, une nouvelle section intitulée "Échantillonnage, détection et identification" a été créée dans le CEPRB au titre des principales questions du Protocole. Le Secrétariat a transféré le Réseau de son emplacement initial à une nouvelle section intitulée "Échantillonnage, détection et identification" et relancé ses activités. Le nombre de participants au Réseau est depuis passé de 30 à 88 et le niveau de participation s'est considérablement amélioré.

27. Les objectifs spécifiques du Réseau durant la période intersessions précédente visaient à élaborer :

a) une stratégie de mise en oeuvre détaillée pour la détection et l'identification des OVM sous la forme d'un plan d'action destiné à aider les Parties à progresser vers les résultats des objectifs opérationnels 1.6, 1.8 et 2.3 du Plan stratégique en rapport avec la détection et l'identification des OVM;

b) une série de recommandations recensant les principaux acteurs éventuels et des activités spécifiques permettant de faciliter la mise en oeuvre du plan d'action dont mention est faite à l'alinéa a) ci-dessus.

28. La première série de discussions en ligne a eu lieu de mai à juillet 2013 avec pour but de promouvoir un échange de vues et d'obtenir la contribution d'un grand nombre de participants afin de déterminer la marche à suivre.

29. Suite à la première série de discussions en ligne, l'"Atelier du Réseau de laboratoires pour la détection et l'identification des organismes vivants modifiés" s'est tenu au Centre commun de recherche de la Commission européenne, Institut pour la santé et la protection des consommateurs, à Ispra (Italie), du 25 au 27 novembre 2013⁹.

30. Les résultats de l'atelier en face à face du Réseau comprenaient un plan d'action pour l'élaboration d'outils et d'orientations techniques afin d'aider les pays à s'acquitter de leurs obligations au titre du Protocole et d'obtenir les résultats du Plan stratégique en rapport avec la détection et l'identification des OVM.

31. Comme suite à l'atelier et conformément au plan d'action convenu, le Réseau a tenu des séries additionnelles de discussion en ligne visant à compiler des outils et orientations techniques propres à faciliter la détection et l'identification des OVM et ce, sur les sujets suivants :

- a) Aperçu général des méthodes de détection disponibles, y compris les méthodes validées;
- b) Aperçu général des bases de données disponibles pour les méthodes et informations de séquences, et les matrices de dépistage;

⁸ Un rapport des activités du Réseau pendant la période intersessions antérieure a été présenté à la sixième réunion de la CdP-RdP dans le document UNEP/CBD/BS/CdP-RdP/6/INF/9.

⁹ Les rapports de l'atelier en face à face et des discussions en ligne du Réseau de laboratoires pour la détection et l'identification des organismes vivants modifiés sont disponibles dans les documents UNEP/CBD/BS/CdP-RdP/7/INF8 et UNEP/CBD/BS/CdP-RdP/7/INF9, respectivement.

c) Critères de performance minima pour la méthodologie de manipulation, d'extraction, de détection et d'identification des échantillons;

d) Expérience et études de cas sur la détection et l'identification.

32. Des textes d'introduction ont été établis par les participants du Réseau pour chacun des sujets susmentionnés et mis à disposition par le biais du CEPRB avec les compilations d'outils et d'orientations techniques¹⁰.

33. En outre, les participants à l'atelier ont proposé une série de recommandations, qui ont été approuvées lors de discussions en ligne ultérieures par le Réseau, pour examen de la CdP-RdP à sa septième réunion, recommandations qui décrivaient de futures actions possibles concernant la détection et l'identification des OVM. Ces recommandations sont reproduites à l'annexe I de la présente note.

V. PERSPECTIVES ET COOPÉRATION POSSIBLE EN MATIÈRE DE CRÉATION DE CAPACITÉS POUR LA DÉTECTION ET L'IDENTIFICATION DES ORGANISMES VIVANTS MODIFIÉS

34. Afin de faciliter la mise en oeuvre des objectifs opérationnels 1.6, 1.8 et 2.3 du Plan stratégique et compte tenu des besoins et des lacunes recensés par les Parties dans leur deuxième rapport national, de l'étude des indicateurs du Plan stratégique et des communications en réponse au paragraphe 4 de la décision BS-VI/16, le Secrétariat cherche des possibilités de nouer des liens de coopération avec d'autres organes de l'ONU et organisations concernées afin de faciliter la création de capacités, le transfert de technologies et l'échange d'informations nécessaires pour détecter et identifier les OVM.

35. Dans le cadre de ces efforts, des discussions ont eu lieu entre le Secrétariat de la CDB et des représentants du Centre commun de recherche à l'Institut pour la santé et la protection des consommateurs de la Commission européenne afin de recenser les domaines possibles d'intérêt commun. Les deux parties ont fait part de leur véritable désir d'oeuvrer ensemble pour mener à l'échelle régionale et sous-régionale des activités de formation et de création de capacités dans le contexte de la détection et de l'identification des OVM. Des mesures additionnelles seront prises aux fins de cette coopération en fonction d'une éventuelle décision de la CdP-RdP à sa septième réunion.

36. De plus, une réunion informelle a eu lieu le 30 juin 2014 au Secrétariat de la CDB avec un représentant de l'Unité de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Durant cette réunion, des domaines d'intérêt commun pour l'Unité de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments de la FAO et le groupe du Secrétariat de la CDB chargé de la prévention des risques biotechnologiques concernant la détection et l'identification des OVM ont été recensés. Les représentants des deux parties ont fait part de leur volonté de chercher des possibilités de conjuguer leurs efforts par le biais d'une future coopération formelle.

VI. ÉLÉMENTS SUGGÉRÉS D'UN PROJET DE DÉCISION

37. Compte tenu des activités susmentionnées, des informations disponibles et des recommandations faites durant l'"Atelier du Réseau de laboratoires pour la détection et l'identification des organismes vivants modifiés", la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole souhaitera peut-être :

a) rappeler aux Parties leurs obligations et inviter les autres gouvernements à enregistrer au centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques toutes leurs décisions sur les organismes vivants modifiés et les évaluations des risques y relatives comme le demande le Protocole, mettant l'accent en particulier sur les premiers mouvements transfrontières non intentionnels d'organismes vivants modifiés à des fins d'introduction intentionnelle dans l'environnement qui sont destinés à des essais de plein champ puisque cette catégorie est actuellement sous-représentée au centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques;

¹⁰

Disponible à l'adresse suivante : http://bch.cbd.int/protocol/cpb_detection/toolsandguidance.shtml.

b) inviter les Parties et les autres gouvernements à soumettre au Secrétaire exécutif des informations et des études de cas liées à leurs mécanismes existants d'adoption de mesures d'urgence en cas de mouvements transfrontières non intentionnels d'organismes vivants modifiés qui auront vraisemblablement des effets défavorables importants sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu des risques pour la santé humaine;

c) encourager les Parties et les autres gouvernements, sans préjudice de l'article 21 sur les informations confidentielles, à faire en sorte que les informations fournies par un notificateur au moment de la notification comprennent toutes les informations nécessaires pour détecter et identifier l'OVM, y compris, s'il y a lieu, les séquences des vecteurs, les éléments génétiques modifiés et leurs régions flanquantes;

d) demander au "Réseau de laboratoires en ligne pour la détection et l'identification des organismes vivants modifiés" de continuer à travailler sur l'élaboration d'outils et d'orientations techniques en rapport avec la détection et l'identification des OVM;

e) prier le Secrétaire exécutif :

i) de continuer à organiser par le biais du Réseau de laboratoires des discussions en ligne sur principalement la détection et l'identification des OVM;

ii) de compiler et de synthétiser les informations et les études de cas soumises par les Parties de leurs mécanismes existants d'adoption de mesures d'urgence en cas de mouvements transfrontières non intentionnels d'organismes vivants modifiés;

iii) d'organiser, en coopération avec les organisations concernées et sous réserve des fonds disponibles, des activités de création de capacités comme des ateliers de formation en ligne et en face à face sur l'échantillonnage, la détection et l'identification des OVM afin d'aider les Parties à s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article 17 et d'obtenir les résultats pertinents du Plan stratégique;

iv) de chercher une assistance additionnelle d'un comité consultatif informel, constitué et coordonné d'une manière transparente, le but étant en particulier de fournir des orientations sur des questions en rapport avec la détection et l'identification des OVM, y compris la mise au point d'outils et d'orientations techniques pour faciliter l'adoption de mesures d'intervention appropriées en cas de mouvements transfrontières non intentionnels en convoquant une réunion en face à face.

Annexe I

RECOMMANDATIONS DU RÉSEAU EN LIGNE DE LABORATOIRES POUR LA DÉTECTION ET L'IDENTIFICATION DES ORGANISMES VIVANTS MODIFIÉS

Le Réseau en ligne de laboratoires pour la détection et l'identification des organismes vivants modifiés a fait siennes les recommandations ci-après faites pendant l'«Atelier du Réseau de laboratoires pour la détection et l'identification des organismes vivants modifiés» tenu à Ispra (Italie) du 25 au 27 novembre 2013 pour examen par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole à sa septième réunion.

La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole souhaitera peut-être :

- a) encourager les Parties, afin de faciliter la détection et l'identification des OVM, à exiger des développeurs d'OVM qu'ils mettent à disposition selon que de besoin les séquences de transgènes, les vecteurs et les régions flanquantes des OVM lors de la présentation d'une demande d'OVM, et qu'ils fournissent les échantillons témoins appropriés au cas où un OVM est approuvé;
- b) inviter les Parties et les autres gouvernements à fournir des informations sur leur capacité et leurs besoins en matière de détection et d'identification des OVM, y compris une liste de laboratoires et de leurs activités spécifiques;
- c) créer un comité consultatif informel chargé de donner au Secrétaire exécutif des conseils sur des questions en rapport avec le réseau de détection et d'identification des OVM;
- d) exhorter les Parties, afin de faciliter la détection et l'identification des OVM, à s'acquitter de leurs obligations au titre des articles 17 et 25 et à mettre à la disposition du CEPRB des informations concernant les cas de mouvements transfrontières non intentionnels et illicites d'OVM;
- e) exhorter les Parties à mettre en place un système d'alerte rapide aux niveaux national et/ou (infra) régional lorsque des OVM non autorisés et libérés non intentionnellement sont détectés;
- f) encourager les Parties, afin de faciliter l'identification des OVM introduits non intentionnellement dans l'environnement, à fournir au CEPRB des informations sur les OVM qui font l'objet d'essais de plein champ;
- g) prier le Secrétaire exécutif :
 - i) d'améliorer l'accessibilité et la disponibilité au CEPRB des informations liées aux échantillons témoins appropriés, y compris les matériaux de référence certifiés et autres matériaux de référence, les méthodes validées et protocoles de détection des OVM, notamment les protocoles avec seuils de détection et seuils de quantification;
 - ii) d'étudier la possibilité, avec les développeurs d'OVM, d'inclure des informations sur la séquence d'ADN des transgènes, vecteurs et régions flanquantes, s'il y a lieu, dans les registres d'OVM disponibles par le biais du CEPRB;
 - iii) de convoquer au début de 2015 une réunion du comité consultatif informel dont mention est faite au paragraphe c) ci-dessus;
 - iv) d'organiser par l'intermédiaire du Réseau de laboratoires un débat en ligne permanent dans le cadre duquel peuvent être affichées des questions et réponses concernant la détection et l'identification d'OVM;
 - v) d'organiser, en coopération avec les organisations concernées et sous réserve des fonds disponibles, des activités de renforcement des capacités comme des réunions/ateliers de formation en ligne et face à face dans les domaines de l'échantillonnage, de la détection et de l'identification d'OVM.